

Bruxelles refuse la mort de la recherche scientifique fédérale

SCIENCE Le gouvernement Michel veut réformer la recherche fédérale. Des institutions prestigieuses pourraient être acculées à la faillite

Le gouvernement Michel entend appliquer la sixième réforme de l'Etat en dépeçant ce qui reste de la politique scientifique fédérale entre Régions. Mais la Région bruxelloise n'en veut pas. Son gouvernement, dans une note qu'un vent favorable a apportée au *Soir*, rejette ce qu'elle voit comme un « non-sens » et que Elke Sleurs, secrétaire d'Etat N-VA à la Politique scientifique, applique avec autant d'enthousiasme qu'il aboutira à la disparition de la Belgique de la scène internationale de la science.

Et pourtant ce sont parmi ses plus beaux fleurons dont on parle : Archives générales du Royaume, Bibliothèque royale de Belgique, Musées royaux d'art et d'histoire, Musées royaux des beaux-arts, Institut royal des sciences naturelles, Musée royal d'Afrique centrale à Tervueren. Mais aussi l'Observatoire royal de Belgique et son Planétarium. Et même l'Institut royal météorologique, cet IRM qui fait la pluie et le beau temps.

Tous ceux-là seront « autonomisés ». En clair, ils devront se vendre, maigrir drastiquement ou... disparaître.

Leur gestion est aujourd'hui centralisée avec l'activité spatiale, un autre de nos fleurons : elle sera individualisée demain. Le gouvernement bruxellois comprend mal cette pulsion : « Cette organi-

sation intégrée assure à la fois d'importants effets d'échelle au niveau des services d'appui et des synergies très riches au niveau des missions. Les liens entre la direction "Recherche et applications aérospatiales" et les établissements scientifiques sont nombreux. » Pour les deux ministres PS qui ont introduit le sujet, soit le ministre-président Rudi Vervoort et Fadila Laanan, secrétaire d'Etat en charge de la Recherche scientifique, « ces liens assurent une fertilisation croisée de toutes les compétences, au bénéfice de la recherche ainsi que des services rendus aux citoyens et aux entreprises de l'ensemble du pays et de ses Régions ».

Alors que ces institutions sont, pour des raisons historiques, majoritairement situées à Bruxelles, elles participent indéniablement à l'image et à l'attractivité de Bruxelles, tant pour les Bruxellois, que pour les visiteurs issus des deux autres Régions belges, et pour les touristes étrangers.

Le secteur spatial serait atomisé

« Le projet d'autonomisation est de nature à affaiblir ces institutions qui sont déjà soumises à d'importantes difficultés (économies importantes au niveau du personnel, du fonctionnement et

des investissements dans un contexte budgétaire difficile, bâtiments en très mauvais état, conséquences du "lock-down" et des attentats sur la fréquentation des musées). Cette réorganisation intervient en outre alors que les musées n'ont pas, tant s'en faut, retrouvé leur fréquentation habituelle et donc pas davantage le niveau de leurs recettes propres. »

Conclusion : « Nous demandons donc au gouvernement fédéral de renoncer à son projet d'autonomisation. » De même, la Région critique le projet de création d'une Agence spatiale interfédérale, qui « nous semble de nature à nuire à l'excellence des entreprises belges », alors que la politique spatiale est aujourd'hui une *success story*, générant plus de 2.000 emplois directs.

Piquant : la note a été adoptée à l'unanimité le 1^{er} décembre par le gouvernement bruxellois. Donc aussi par le VLD et le CD&V, pourtant associés au gouvernement fédéral. Nous avons tenté de savoir ce que les vice-Premiers VLD Alexandre De Croo et CD&V Kris Peeters pensaient de cette divergence de vue de la part de leurs coreligionnaires bruxellois. Ils sont restés muets malgré nos demandes insistantes. ■

FRÉDÉRIC SOUMOIS